



Note préliminaire de QPN Burundi sur les élections législatives du 23 Juillet 2010

Monsieur le Président de la CENI,
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations de la société civile,
Mesdames et Messieurs les journalistes,
Mesdames et Messieurs,

En ce jour du 26 Juillet 2010, l'équipe d'observation électorale de Quaker Peace Network (QPN) Burundi voudrait porter à votre attention et à l'attention de tous les Burundais le compte-rendu préliminaire de son observation des élections législatives qui ont eu lieu en date du 23 Juillet 2010.

259 observateurs parmi lesquels 247 nationaux et 12 internationaux venus du Rwanda, de la RD Congo, du Kenya, du Canada, de la Grande Bretagne et des États-Unis d'Amérique étaient déployés dans 13 provinces et 38 communes du pays. Les observateurs de QPN viennent des différentes organisations membres. Ces organisations travaillent en divers endroits, au Burundi et ailleurs, pour la promotion de la paix à travers la guérison des traumatismes, l'appel à la réconciliation et le développement communautaire.

QPN Burundi considère son rôle d'observation électorale comme un moyen de promouvoir des élections libres, justes et transparentes, qui constituent une étape décisive vers l'instauration d'une vraie démocratie et d'une paix durable.

Les législatives qui viennent d'avoir lieu s'inscrivent dans une série d'élections, dont les premières étapes ont été les communales et les présidentielles. Les observateurs QPN ont constaté à plusieurs égards une amélioration par rapport aux deux élections précédentes. Premièrement, les tensions préélectorales qu'a connues le Burundi à la veille des présidentielles à cause de la crainte de violences ont été nettement réduites. De plus, alors que pour les présidentielles un seul concurrent s'était présenté, cette fois-ci d'autres partis politiques et candidats indépendants ont concouru. Dans les bureaux de vote sur lesquels nous avons eu des informations, les heures d'ouverture et de fermeture ont été respectées. Enfin, les rapports préliminaires de nos observateurs mentionnent que les mandataires politiques qui étaient présents ont mieux respecté leur rôle : ils sont restés jusqu'au remplissage des PV, et n'ont pas tenté d'influencer les résultats ni de connaître le vote des électeurs.

Néanmoins, quelques défis techniques persistent. Un certain nombre de nos observateurs ont rapporté quelques problèmes non négligeable sur la façon dont les bureaux de vote ont compté les voix et les ont reportées dans les PV. Pour des raisons techniques, il est arrivé qu'une petite poignée de votes ne soit pas comptée correctement. Les membres de quelques bureaux de vote ne distinguent pas la différence entre une voie nulle et une abstention. Enfin, des difficultés à remplir le formulaire F2 ont été notées. Les observateurs ont considéré que ces problèmes viennent d'une formation insuffisante des membres des bureaux de vote, et non d'une volonté systématique de favoriser un parti ou un autre.

Sur la base d'un échantillon de rapports que nous avons collectés, le taux de participation dans les provinces observées avoisinait 40% dans les zones urbaines, et 60% dans les zones rurales.

Nous concluons que le déroulement de ces élections législatives s'est amélioré par rapport aux élections précédentes (présidentielles et communales), quoique des améliorations soient encore à faire.

RECOMMANDATIONS

A l'endroit de la CENI:

Donner une formation supplémentaire aux membres des bureaux de vote. Celle-ci devrait inclure les instructions suivantes:

1. Remplir les formulaires F2 en suivant des instructions précises et ne pas les signer avant qu'ils soient remplis.
2. Rappeler aux membres de la police et des forces armées de ne pas introduire d'armes dans les bureaux de vote (Articles 53, 231)
3. Ne pas permettre à plus de 10 personnes de voter là où elles ne sont pas inscrites. Au cas où cet arrêté gênerait l'expression effective du peuple, la CENI devrait être conséquente pour instaurer une réglementation alternative.
4. Donner des instructions claires sur la procédure à suivre pour le comptage des voix, précisant la différence entre bulletin nul et abstention.

Aux Partis Politiques:

1. Que chaque parti politique participant à l'élection envoie au moins un mandataire
2. Que ces mandataires politiques reçoivent une formation complémentaire sur leurs droits et leurs devoirs, et soient conscients de la nécessité de rester jusqu'à la fin du scrutin, le comptage des voix compris.

A toutes les parties concernées et à tous les citoyens Burundais:

1. L'Église des Amis croit qu'il y a « de Dieu en chacun ». Avant de considérer les nombreuses différences qui nous séparent, souvenons-nous de ce que tous les hommes sont créés à l'image de Dieu, sans considérer l'affiliation politique, l'ethnie, le sexe ou l'âge. Souvenons-nous donc que tous méritent le respect et le droit d'exprimer leurs opinions.
2. QPN considère qu'une communication effective, faite à la fois d'écoute véritable et de la possibilité pour chaque partie d'être entendue et prise en compte, est le principal moyen de faire face aux conflits. Les parties opposées devront chercher un cadre propice au dialogue et à une médiation véritable, et tenter de dépasser les positions figées des intérêts personnels afin de découvrir quel terrain d'entente peut être trouvé entre tous les Burundais.